

24 juillet 2020

(20-5124)

Page: 1/4

Conseil général

Original: anglais

## CONSEIL GÉNÉRAL – 15, 16 ET 17 JUILLET 2020

### DÉSIGNATION DU NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL – RENCONTRE AVEC LES CANDIDATS

---

#### PRÉSENTATION FAITE DEVANT LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE PAR MME NGOZI OKONJO-IWEALA

15 JUILLET 2020

Merci, M. le Président, de m'offrir cette possibilité de rencontrer les délégations afin de parler de ma candidature au poste de Directeur général de l'OMC. Je suis ici aujourd'hui parce que le commerce est essentiel pour la prospérité du XXI<sup>e</sup> siècle et que l'OMC est plus que jamais nécessaire. *Mais Monsieur le Président du Conseil, avant de prononcer mon discours, j'aimerais présenter mes sincères condoléances à quiconque qui aurait perdu un membre de la famille à cause du COVID-19 et pour ceux qui sont malades, je leur souhaite un bon rétablissement.* Dans cette présentation, je mettrai surtout l'accent sur ce qui m'a motivé à me porter candidate, ainsi que sur ma vision pour cette organisation.

Depuis la création du GATT en 1948, la croissance des échanges commerciaux est allée de pair avec la vaste extension de l'économie mondiale, qui s'est traduite par une amélioration des conditions de vie à travers le monde et a permis à des centaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté dans les pays en développement.

L'OMC joue un rôle essentiel dans le commerce mondial par le biais de mécanismes conçus pour améliorer la transparence, la prévisibilité et la stabilité du système commercial multilatéral, suivre l'évolution du commerce, promouvoir les échanges et renforcer la confiance. L'Organisation aide également les pays en développement, en particulier les petites économies moins avancées, à dynamiser le commerce grâce à l'assistance technique et au renforcement des capacités. Le commerce et la politique commerciale sont devenus, à juste titre, un élément central des stratégies nationales de développement.

Depuis quelques années, le système commercial multilatéral traverse des moments douloureux et compliqués. Mais je suis d'avis que le monde a besoin, plus que jamais, d'une OMC redynamisée.

Les difficultés auxquelles l'OMC est confrontée n'ont pas débuté avec la pandémie actuelle. Depuis 1995, la fonction de négociation de l'OMC n'a pas produit beaucoup de résultats et malgré quelques conclusions d'accords réussies, des domaines clés comme l'agriculture restent bloqués. L'OMC semble paralysée à un moment où son corpus de règles mériterait d'être actualisé pour rendre compte des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle tels que le commerce électronique et l'économie numérique, et les économies verte et circulaire. Les questions des femmes et du commerce et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont importantes pour garantir une inclusion plus large. Combler le fossé numérique pour permettre aux pays les moins avancés et autres pays en développement de participer sera essentiel.

La transparence et la notification sont d'une importance majeure pour un système commercial multilatéral stable, prévisible et équitable. Les entreprises, indépendamment de leur taille, rejettent l'incertitude car elle entraîne un accroissement des coûts de transaction. Améliorer la conformité en matière de transparence et de notification peut impliquer une assistance technique et un

renforcement des capacités pour les Membres qui manquent de ressources pour se conformer à ces exigences.

Il sera nécessaire d'améliorer le fonctionnement des organes ordinaires en normalisant les bonnes pratiques. Le Secrétariat doit être renforcé pour lui permettre de mieux soutenir les Membres dans les négociations, la mise en œuvre, la surveillance et le règlement des différends.

Les vues des Membres divergent sur un certain nombre des questions fondamentales, comme le traitement spécial et différencié ou la nécessité, pour l'OMC, d'aborder de nouvelles questions et d'élaborer de nouvelles règles ou d'améliorer les règles existantes afin de traiter le problème des entreprises publiques et des subventions à l'agriculture, par exemple. Des tensions commerciales ont éclaté entre les Membres, menaçant l'architecture fondamentale du système commercial multilatéral. Face à tout cela, aujourd'hui l'OMC est malheureusement perçue par certaines comme une organisation inefficace qui n'a pas su suivre le rythme de l'évolution de l'économie mondiale.

Les difficultés que connaît l'Organisation sont sans précédent et ont été exacerbées par la crise liée à la COVID-19. En ma qualité de présidente de Gavi, j'ai le privilège d'être en première ligne aux côtés de ceux qui travaillent à accélérer le développement d'outils pour lutter contre la COVID-19. Personne ne peut prédire la trajectoire de cette pandémie. Mais une chose est claire: les externalités négatives sur l'économie et la société à l'échelle mondiale sont de grande ampleur et pourraient durer jusqu'à ce que les vaccins ou les traitements appropriés soient disponibles. Certaines mesures prises en réaction à l'épidémie, comme les restrictions à l'exportation pour garantir l'accès national aux denrées alimentaires ou aux fournitures médicales, peuvent compliquer à court terme les efforts visant à redynamiser l'OMC. De même, il est nécessaire de veiller à ce que les plans de relance adoptés par certains Membres ne fragilisent pas les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'OMC en venant perturber la production et le commerce.

Surmonter toutes ces difficultés impliquera un engagement et un investissement forts de la part de tous les Membres de l'OMC. C'est seulement de cette manière que l'OMC pourra produire des résultats concrets et mieux répondre aux besoins des Membres de toutes tailles et de tous niveaux de développement économique. Si ma candidature est retenue, je considère que je suis bien placée pour œuvrer avec les Membres à surmonter ces difficultés.

Premièrement, je crois profondément au rôle que jouent le commerce et le système commercial multilatéral dans la création d'une prospérité partagée. J'apporterai un regard neuf sur les défis que doit relever l'OMC. Rénover et améliorer l'Organisation exigera de rappeler les objectifs et principes fondamentaux sur lesquels le système commercial multilatéral a été bâti – l'importance du libre-échange, de la concurrence et de la non-discrimination, la sécurité et la prévisibilité de l'accès aux marchés, et la transparence. Ces principes ont contribué à la croissance et au développement économiques et continueront de le faire si les Membres renouvellent leur engagement envers eux.

Deuxièmement, pour résoudre les problèmes auxquels l'OMC est confrontée, il faudra nécessairement renforcer la confiance entre les Membres. Les problèmes actuels ne sont pas seulement de nature technique. S'ils l'étaient, ils auraient été résolus depuis longtemps, compte tenu des compétences techniques disponibles parmi les Membres et au Secrétariat de l'OMC. Certains de ces problèmes nécessitent des solutions politiques et une expérience approfondie des organisations multilatérales, des compétences que je possède et que je ferai valoir à ce poste.

Tout au long de ma carrière, j'ai participé à des négociations difficiles ayant des enjeux politiques élevés, telles que des programmes de réforme économique rigoureux, y compris des réformes de la politique commerciale dans divers pays à revenu intermédiaire et à faible revenu, et des négociations sur l'allégement de la dette avec les clubs de Paris et de Londres. J'ai négocié de nombreux accords qui ont abouti à des résultats gagnants pour tous. J'ai les compétences nécessaires pour obtenir la participation effective des gouvernements et des autres parties prenantes et pour dégager un consensus sur des domaines d'intérêt commun.

Le commerce est pour moi une passion et une mission. En tant qu'économiste du développement, j'ai travaillé sur les questions de politique commerciale pendant mes 25 ans à la Banque mondiale. En tant que ministre des finances, j'avais sous mon autorité l'Administration des douanes nigérianes, ce qui impliquait d'œuvrer à la facilitation des échanges. En collaboration avec mon collègue le ministre du commerce, j'ai travaillé sur le tarif extérieur commun de la CEDEAO. Si je suis choisie comme Directrice générale de l'OMC, je ne ménagerai aucun effort pour aider les Membres à jeter

des ponts et à promouvoir la confiance, à dissiper les tensions politiques et à encourager la convergence. Je ferai tout mon possible pour gagner la confiance de tous les Membres afin d'aider l'Organisation à devenir plus pertinente et plus efficace.

Troisièmement, l'administration d'une organisation internationale, y compris la conception et la mise en œuvre de réformes, est une tâche complexe. J'ai une expérience avérée dans l'exécution de réformes réussies, tant à la Banque mondiale qu'en tant que ministre des finances au Nigéria.

Ma vision est celle d'une OMC animée de la détermination de ses Membres, qui convergent autour de la capacité du commerce de contribuer à stimuler la croissance économique et le développement durable. Une OMC animée de la confiance de ses Membres, qui œuvrent de concert pour résoudre les problèmes. Si l'un des objectifs essentiels de l'OMC est la libéralisation des échanges dans l'intérêt mutuel de ses Membres, il semble que ce concept même soit aujourd'hui une question qui divise en raison des déséquilibres perçus en ce qui concerne les droits et obligations des Membres et de la répartition inégale perçue des avantages découlant du commerce. Je n'aurai de cesse de rappeler aux Membres la valeur du système commercial multilatéral et de les motiver à redoubler d'efforts pour surmonter les difficultés qui ont paralysé l'Organisation au fil des ans.

Ma vision est également celle d'une OMC revitalisée et renforcée qui sera prête à s'attaquer efficacement aux questions en cours telles que les négociations sur la pêche. S'il y a volonté politique, les questions en suspens concernant les subventions qui conduisent à la surpêche et à une pêche non durable peuvent être réglées. L'agriculture comporte des éléments mobiles complexes sur lesquels des progrès substantiels devront être réalisés, qu'il s'agisse du soutien interne, de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), du coton ou de l'accès aux marchés. Une OMC revitalisée doit aussi relever de nouveaux défis, comme garantir la complémentarité optimale entre le commerce et l'environnement et faire en sorte que les règles de l'Organisation répondent au mieux aux réalités du commerce électronique et aux possibilités et difficultés que présente l'économie numérique. Une OMC redynamisée doit trouver des solutions pour faire sortir de l'impasse le système de règlement des différends. Il est évident qu'un système fondé sur des règles privé d'une enceinte où une violation de ces règles peut être soumise à un arbitrage efficace perd en crédibilité au fil du temps.

Nous devons avoir une OMC qui fonctionne dans l'intérêt de tous ses Membres indépendamment de la taille ou du niveau de développement économique. Les PMA et les petites économies vulnérables (PEV) devraient avoir la possibilité de participer aux chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales pour renforcer leur présence dans le système commercial. Nous devons être sensibles aux problèmes spécifiques de politique générale auxquels ces pays sont confrontés. Un système commercial remanié devrait offrir des possibilités aux MPME d'améliorer et de diversifier leur accès aux marchés, ce qui leur permettrait de créer des emplois et de stimuler la croissance économique et le développement durable. Il devrait également tenir compte du défi que représente la facilitation d'une plus grande participation des femmes au commerce international, notamment dans les pays en développement, où des efforts plus soutenus devraient être déployés pour inclure les entreprises détenues par des femmes dans le secteur formel.

Au vu de la multitude de difficultés affectant l'économie mondiale, y compris l'épidémie de COVID-19, il importe d'assurer la cohérence des mesures adoptées pour y faire face dans les organisations internationales pertinentes, dont la FAO, la Banque mondiale, le FMI, la Société financière internationale, les banques régionales de développement, l'OMS et le système de l'ONU. Comme l'a relevé le groupe de personnalités éminentes du G-20, les institutions agissent parfois dans des sens contraires. Si ma candidature est retenue, j'approfondirai les relations de travail avec toutes les institutions pertinentes afin de créer des synergies et de coordonner le soutien aux Membres.

L'impasse dans laquelle se trouvent les négociations commerciales multilatérales a conduit de nombreux Membres, ces dernières années, à engager des négociations plurilatérales pour faire progresser certaines questions spécifiques. L'énergie associée à ces discussions a permis de recentrer l'attention sur l'OMC et elle serait plus productive si ces négociations pouvaient aboutir à des résultats qui renforcent le système commercial multilatéral. Les Membres ont également conclu des accords commerciaux régionaux (ACR) pour garantir l'accès à des marchés, régler des problèmes qui ne sont pas traités adéquatement à l'OMC ou qui ne relèvent pas du corpus de règles multilatérales. Les ACR peuvent compléter les efforts multilatéraux et la manière dont ils permettent de régler des questions nouvelles ou anciennes devrait convaincre les Membres de l'OMC de s'en

inspirer. Mais quels que soient leurs avantages, les ACR ne peuvent pas se substituer complètement au système commercial multilatéral. De nos jours, les pays ne peuvent pas compter uniquement sur des accords commerciaux conclus avec quelques partenaires donnés. La technologie et d'autres innovations ont réduit l'impact de la distance et le monde est trop connecté. Les entreprises, y compris les MPME, sont de plus en plus à même d'offrir leurs produits à des consommateurs dans le monde entier. En liant entre elles les économies du monde au moyen de règles communes fondamentales, l'OMC a une valeur ajoutée unique. Le système commercial multilatéral a aussi ses difficultés propres, mais il mérite nos efforts les plus soutenus.

Je termine en rappelant l'importance que revêt l'OMC durant cette période critique et incertaine. L'OMC est nécessaire pour garantir que le commerce et les marchés mondiaux restent ouverts et soient encore développés davantage. Son pouvoir rassembleur et sa capacité d'offrir une enceinte unique où les pays peuvent se réunir autour d'intérêts communs demeurent primordiaux et, en réalité, indispensables. Si l'OMC n'existait pas, nous devrions l'inventer. Compte tenu de l'interconnexion des économies mondiales, une réponse collective aux défis actuels et émergents sera toujours plus forte que des mesures individuelles. En langue igbo, nous avons une expression qui dit "Aka nni Kwo aka ekpe, aka ekepe akwo akanni wancha adi ocha" ("Si la main droite lave la gauche et que la main gauche lave la droite, à la fin les deux mains sont propres"). Il est temps d'agir collectivement. Le système commercial multilatéral fondé sur des règles est un bien public qui étaye la paix, la sécurité et la stabilité et offre une chance à la prospérité dans le monde. Nous devrions donc tout entreprendre pour sauvegarder, améliorer et remanier ce système afin de lui permettre de relever efficacement les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Excellences, chers amis, je crois que j'offre exactement la combinaison idéale de compétences et d'expérience (secteur public, secteur privé, société civile internationale, organisations multilatérales et réseau mondial de contacts) qui sont nécessaires pour diriger cette organisation dans le futur. Si je suis désignée pour ce poste, je travaillerai de concert avec les Membres pour veiller en priorité à la réussite de la douzième Conférence ministérielle et pour qu'elle donne des résultats positifs dans les domaines de la pêche et de l'agriculture, et dans d'autres domaines également. Je donnerai aussi la priorité à la modernisation du corpus de règles, au déblocage du système de règlement des différends, aux efforts en matière de transparence et de notification, à l'amélioration du travail des organes ordinaires et au renforcement du Secrétariat. Ce serait pour moi un honneur et un privilège de servir à ce poste.

Muchas gracias.  
Syeh syeh.  
Arigato Gozaimashta.  
Shukran.  
Spaciba.  
Thank you.

---